

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 décembre 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 janvier 2015,

Arrête :

Article 1^{er}. En application de l'article 107, § 5, de l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, les montants annuels visés à l'article 107, §§ 2 et 3, de l'arrêté royal du 22 décembre 1967 précité, modifiés en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 16 mai 2014, sont, à partir du 1^{er} janvier 2015, adaptés comme suit :

1° les montants de 22.293,00 euros et 17.835,00 euros, visés au paragraphe 2, A, sont respectivement portés à 22.509,00 euros et à 18.007,00 euros;

2° les montants de 7.718,00 euros et 6.175,00 euros, visés au paragraphe 2, C, sont respectivement portés à 7.793,00 euros et à 6.234,00 euros;

3° les montants de 17.971,00 euros et 14.377,00 euros visés au paragraphe 2, D et E, sont respectivement portés à 18.144,00 euros et à 14.515,00 euros;

4° les montants de 17.835,00 euros, 6.175,00 euros, 14.377,00 euros, 3.859,00 euros, 3.087,00 euros, 4.824,00 euros, 3.859,00 euros, 4.493,00 euros et 3.594,00 euros, visés au paragraphe 3, A et B, sont respectivement portés à 18.007,00 euros, 6.234,00 euros, 14.515,00 euros, 3.896,00 euros, 3.117,00 euros, 4.870,00 euros, 3.896,00 euros, 4.536,00 euros et 3.629,00 euros.

Art. 2. Le présent arrêté prendra ses effets le 1^{er} janvier 2015.

Bruxelles, le 20 février 2015.

Le Ministre des Indépendants,
W. BORSUS

Le Ministres des Pensions,
D. BACQUELAINE

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 december 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 13 januari 2015,

Besluit :

Artikel 1. In toepassing van artikel 107, § 5, van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, worden de in artikel 107, §§ 2 en 3 van het voormeld koninklijk besluit van 22 december 1967 bedoelde jaarbedragen, laatst gewijzigd bij het ministerieel besluit van 16 mei 2014, met ingang van 1 januari 2015, aangepast als volgt :

1° de bedragen van 22.293,00 euro en 17.835,00 euro, bedoeld in paragraaf 2, A, worden respectievelijk gebracht op 22.509,00 euro en 18.007,00 euro;

2° de bedragen van 7.718,00 euro en 6.175,00 euro, bedoeld in paragraaf 2, C, worden respectievelijk gebracht op 7.793,00 euro en 6.234,00 euro;

3° de bedragen van 17.971,00 euro en 14.377,00 euro bedoeld in paragraaf 2, D en E, worden respectievelijk gebracht op 18.144,00 euro en 14.515,00 euro;

4° de bedragen van 17.835,00 euro, 6.175,00 euro, 14.377,00 euro, 3.859,00 euro, 3.087,00 euro, 4.824,00 euro, 3.859,00 euro, 4.493,00 euro en 3.594,00 euro, bedoeld in paragraaf 3, A en B, worden respectievelijk gebracht op 18.007,00 euro, euro, 6.234,00 euro, 14.515,00 euro, 3.896,00 euro, 3.117,00 euro, 4.870,00 euro, 3.896,00 euro, 4.536,00 euro en 3.629,00 euro.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2015.

Brussel, 20 februari 2015.

De Minister van Zelfstandigen,
W. BORSUS

De Minister van Pensioenen,
D. BACQUELAINE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C - 2015/11072]

16 FEVRIER 2015. — Arrêté royal précisant les conditions auxquelles doit répondre l'entité qualifiée visée au livre XVI du Code de droit économique

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108 ;

Vu le Code de droit économique, les articles XVI.25, §§ 1^{er} et 3, et XVI.26, alinéa 2 ;

Vu l'avis n° 480 du Conseil de la Consommation du 17 décembre 2014 ;

Vu l'urgence motivée par le fait que l'arrêté royal du 16 décembre 2014 modifiant l'arrêté royal du 10 avril 2014 relatif à l'entrée en vigueur de la loi du 4 avril 2014 portant insertion du livre XVI « Règlement extrajudiciaire des litiges de consommation » du Code de droit économique fixe l'entrée en vigueur de ce livre dans son intégralité le 1^{er} juin 2015 ;

Considérant qu'il importe que les entités qui souhaitent procéder au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation en tant qu'entité qualifiée puissent prendre à temps les mesures nécessaires afin de se conformer aux exigences visées par le livre XVI et son arrêté d'exécution ;

Considérant que pour ce faire, les entités existantes doivent le cas échéant adapter leurs procédures, leur mode de financement, leur site internet, et que des nouvelles entités peuvent se constituer, qui doivent développer des procédures et engager du personnel ;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C - 2015/11072]

16 FEBRUARI 2015. — Koninklijk besluit tot verduidelijking van de voorwaarden waaraan de gekwalificeerde entiteit bedoeld in boek XVI van het Wetboek van economisch recht moet voldoen

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op het Wetboek van economisch recht, artikelen XVI. 25, §§ 1 en 3, en XVI.26, tweede lid;

Gelet op het advies nr. 480 van de Raad voor het Verbruik van 17 december 2014;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door het feit dat het koninklijk besluit van 16 december 2014 tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 april 2014 betreffende de inwerkingtreding van de wet van 4 april 2014 houdende de invoering van Boek XVI "Buitengerechtelijke regeling van consumentengeschillen" in het Wetboek van economisch recht de inwerkingtreding van dit boek in zijn geheel vaststelt op 1 juni 2015;

Overwegende dat het van belang is dat de entiteiten die wensen als gekwalificeerde entiteit over te gaan tot buitengerechtelijke regeling van consumentengeschillen, tijdig de nodige maatregelen zouden kunnen nemen om zich in overeenstemming te brengen met de vereisten beoogd in boek XVI en zijn uitvoeringsbesluit;

Overwegende dat, om dit te doen, de bestaande entiteiten in voorkomend geval hun procedures, hun financieringswijze en hun website moeten aanpassen en dat nieuwe entiteiten kunnen worden opgericht, die procedures moeten ontwikkelen en personeel moeten aanwerven;

Considérant que, les acteurs concernés doivent être en mesure d'introduire leur demande comme entité qualifiée en temps utile auprès du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie afin que ces demandes puissent être examinées avant le 1^{er} juin 2015 ;

Considérant qu'il convient également qu'au 1^{er} juin 2015, le Service de médiation pour le consommateur ne soit pas le seul compétent pour traiter les demandes de règlement de litiges qui lui seront soumises, étant donné qu'il ne peut renvoyer ces demandes vers une autre entité sectorielle compétente que lorsque celle-ci est une entité qualifiée ;

Considérant qu'en effet, ce Service de médiation pour le consommateur est un service de nature subsidiaire qui n'a pas vocation à traiter toutes les demandes de règlement des litiges et qu'il importe par conséquent qu'au 1^{er} juin 2015, d'autres entités qualifiées puissent être opérationnelles ;

Vu l'avis n° 57.033/1 du Conseil d'Etat, donné le 3 février 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie et des Consommateurs,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la directive 2013/11/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation et modifiant le règlement (CE) n° 2006/2004 et la directive 2009/22/CE.

Art. 2. Afin de satisfaire aux conditions d'indépendance et d'impartialité d'une entité qualifiée, visées au livre XVI du Code de droit économique :

1° l'entité est créée par ou en vertu d'une loi ou à l'initiative d'une association professionnelle, organisation ou organisme professionnel ;

2° l'entité n'est pas créée au sein d'une entreprise ;

3° l'entité dispose d'un budget propre et spécifique qui est suffisant pour l'accomplissement de ses missions ;

4° l'entité et les personnes physiques qui y sont responsables du règlement des litiges, ne reçoivent pas d'instructions en rapport avec le traitement des procédures individuelles de la part des parties ou de l'association professionnelle, l'organisation ou l'organisme professionnel qui l'a créée ;

5° les personnes physiques qui au sein de l'entité sont responsables du règlement des litiges de consommation, sont désignées pour un délai d'au moins trois ans ou pour une durée indéterminée et il ne peut pas être mis fin à cette désignation sans juste motif ;

6° la désignation des personnes physiques qui sont responsables du règlement des litiges de consommation au sein de l'entité est renouvelable ;

7° l'entité et les personnes physiques qui y sont responsables du règlement des litiges de consommation ne sont pas rémunérées en fonction du résultat du règlement extrajudiciaire des litiges ;

8° lorsque le règlement des litiges de consommation se fait en collège, le nombre de représentants des consommateurs et des entreprises est égal ;

9° les représentants des consommateurs dans le collège sont désignés par une ou plusieurs organisations de consommateurs.

Art. 3. Afin de satisfaire aux conditions de transparence et d'accessibilité d'une entité qualifiée, visées au livre XVI du même Code :

1° l'entité dispose de son propre site web actualisé qui contient au moins les informations suivantes :

a) les données de contact de l'entité, y compris son adresse postale et son adresse électronique ;

b) le fait que l'entité est qualifiée, avec un hyperlien vers la page internet du SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie reprenant la liste des entités qualifiées ;

c) la composition de l'entité ;

d) le règlement de procédure ;

e) les sources de financement de l'entité ;

f) les types de litiges relevant de leur compétence, y compris, le cas échéant, le seuil de recevabilité fixé ;

Overwegende dat de betrokken actoren hun aanvraag als gekwalificeerde entiteit tijdig moeten kunnen indienen bij de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie zodat deze aanvragen tegen 1 juni 2015 kunnen worden onderzocht;

Overwegende dat het eveneens gepast is dat de Consumentenombudsdienst op 1 juni 2015 niet als enige bevoegd zou zijn voor het behandelen van aanvragen tot regeling van geschillen die hem worden voorgelegd, aangezien hij deze aanvragen enkel kan sturen aan een andere bevoegde sectorale entiteit, wanneer deze een gekwalificeerde entiteit is;

Overwegende dat de Consumentenombudsdienst inderdaad een subsidiaire dienst is die niet bestemd is om alle aanvragen van regeling van geschillen te behandelen en dat het bijgevolg belangrijk is dat op 1 juni 2015 andere gekwalificeerde entiteiten operationeel zouden zijn;

Gelet op advies nr. 57.033/1 van de Raad van State, gegeven op 3 februari 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie en Consumenten,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit voorziet in de gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2013/11/EU van het Europees Parlement en de Raad van 21 mei 2013 betreffende alternatieve beslechting van consumentengeschillen en tot wijziging van verordening (EG) nr. 2006/2004 en richtlijn 2009/22/EG.

Art. 2. Om te voldoen aan de voorwaarden van onafhankelijkheid en onpartijdigheid van een gekwalificeerde entiteit, bedoeld in boek XVI van het Wetboek van economisch recht:

1° is de entiteit opgericht door of krachtens een wet of op initiatief van een handelsvereniging, beroepsorde of -organisatie;

2° is de entiteit niet opgericht binnen een onderneming;

3° beschikt de entiteit over een eigen en specifiek budget dat toereikend is voor de vervulling van haar taken;

4° ontvangen de entiteit noch de natuurlijke personen die erbinnen verantwoordelijk zijn voor de regeling van geschillen, instructies met betrekking tot de behandeling van individuele procedures van een van de partijen of van de handelsvereniging, beroepsorde of -organisatie die haar heeft opgericht;

5° worden de natuurlijke personen die binnen de entiteit verantwoordelijk zijn voor de regeling van de consumentengeschillen, aangesteld voor een termijn van minstens drie jaar of voor onbepaalde duur en deze aanstelling kan niet zonder geldige reden worden beëindigd;

6° is de aanstelling van de natuurlijke personen die binnen de entiteit verantwoordelijk zijn voor de regeling van de consumentengeschillen, hernieuwbaar;

7° worden de entiteit of de natuurlijke personen die erbinnen verantwoordelijk zijn voor de regeling van de consumentengeschillen, niet vergoed in functie van de uitkomst van de buitengerechtelijke geschillenregeling;

8° is er een gelijk aantal vertegenwoordigers van consumenten en ondernemingen, wanneer de regeling van de consumentengeschillen gebeurt door een college;

9° worden de vertegenwoordigers van de consumenten in een college aangewezen door een of meer consumentenorganisaties.

Art. 3. Om te voldoen aan de voorwaarden van transparantie en toegankelijkheid van een gekwalificeerde entiteit, bedoeld in boek XVI van hetzelfde Wetboek:

1° beschikt de entiteit over een eigen, geactualiseerde website die minstens de volgende gegevens bevat:

a) de contactgegevens van de entiteit, met inbegrip van haar postadres en haar elektronisch adres;

b) het feit dat de entiteit gekwalificeerd is met een hyperlink naar de pagina op de website van de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie die de lijst van gekwalificeerde entiteiten bevat;

c) de samenstelling van de entiteit;

d) het procedurereglement;

e) de herkomst van de financiering van de entiteit;

f) voor welke soorten geschillen zij bevoegd is, inclusief, desgevallend, de vastgelegde ontvankelijkheidsdrempel;

g) les personnes physiques responsables du traitement des demandes de règlement extrajudiciaire des litiges de consommation, comment elles sont désignées et quelle est la durée de leur désignation ;

h) le cas échéant, l'appartenance de l'entité à des réseaux d'entités de règlement extrajudiciaire des litiges qui facilitent le règlement des litiges transfrontaliers ;

i) la durée moyenne de la procédure de règlement extrajudiciaire des litiges mise en œuvre par l'entité ;

j) les rapports annuels ;

2° l'entité fournit à tout intéressé, sur simple demande et sans délai, les données visées sous le point 1° sur support durable ;

3° le site web de l'entité prévoit la possibilité d'introduire une demande de règlement extrajudiciaire d'un litige de consommation et de soumettre les justificatifs nécessaires en ligne ;

4° l'entité prévoit la possibilité d'échange d'informations entre les parties par voie électronique ou par voie postale ;

5° l'entité traite tant les litiges nationaux que les litiges transfrontaliers, y compris ceux qui relèvent du règlement (UE) n° 524/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relatif au règlement en ligne des litiges de consommation et modifiant le règlement (CE) n° 2006/2004 et la directive 2009/22/CE.

Art. 4. Afin de satisfaire aux conditions de compétence d'une entité qualifiée, visées au livre XVI du même Code :

1° les personnes physiques qui au sein de l'entité sont responsables du règlement extrajudiciaire de litiges de consommation, ont une connaissance générale du droit applicable ;

2° ces personnes physiques disposent des aptitudes nécessaires dans le domaine du règlement de litiges ;

3° ces personnes physiques suivent régulièrement des formations dans ces domaines.

Art. 5. Afin de satisfaire à l'exigence de liberté des parties, visée au livre XVI du même Code, l'entité informe les parties par support durable :

1° avant le début de la procédure de règlement extrajudiciaire de litiges :

a) soit, du droit dont elles disposent de se retirer à tout moment de la procédure ; lorsque l'entreprise est obligée de participer à la procédure en vertu de dispositions légales, de codes de conduite ou d'obligations contractuelles, ce droit n'est applicable qu'au profit du consommateur ;

b) soit, du caractère obligatoire de la procédure, dès qu'elle a débuté ;

c) le cas échéant, du caractère contraignant de la solution ;

2° avant qu'elles acceptent la solution proposée par l'entité ou décident de suivre la solution proposée :

a) du choix dont elles disposent d'accepter ou de suivre la solution proposée ou trouvée ;

b) des conséquences juridiques pour les parties lorsqu'elles acceptent la solution proposée ou trouvée ;

c) de la possibilité que la solution proposée diffère d'une décision judiciaire ;

d) du fait que la participation à la procédure n'empêche pas l'introduction d'une action en justice.

Art. 6. Afin de satisfaire aux conditions d'équité, visées au livre XVI du même Code :

1° l'entité confirme aux parties, dès réception d'une demande complète de règlement extrajudiciaire d'un litige, sa date de réception ;

2° l'entité veille à ce que les parties disposent d'un délai raisonnable, tenant compte de la durée maximale de la procédure, pour :

a) communiquer leur point de vue ;

b) prendre connaissance de tous les documents, arguments et faits avancés par l'autre partie ;

c) réagir sur les documents, arguments et faits visés au point b) ;

g) de natuurlijke personen verantwoordelijk voor de behandeling van de vragen tot buitengerechtelijke regeling van de consumentengeschillen, hoe ze worden aangewezen en wat de duur van hun aanstelling is;

h) in voorkomend geval, haar lidmaatschap van een netwerk van entiteiten die belast zijn met buitengerechtelijke geschillenregeling, ter vergemakkelijking van de beslechting van grensoverschrijdende geschillen;

i) de gemiddelde duur van de procedure van geschillenregeling door de entiteit;

j) de jaarverslagen;

2° verstrekt de entiteit, op eenvoudige vraag en zonder verwijl, aan iedere geïnteresseerde via duurzame drager de gegevens bedoeld onder 1°;

3° voorziet de website van de entiteit in de mogelijkheid om online een aanvraag tot buitengerechtelijke regeling van een consumentengeschil in te dienen en de nodige bewijsstukken te verzenden;

4° voorziet de entiteit in de mogelijkheid tot uitwisseling van informatie tussen de partijen via elektronische weg of per post;

5° behandelt de entiteit zowel binnenlandse als grensoverschrijdende geschillen, met inbegrip van deze bedoeld in verordening (EU) nr. 524/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 21 mei 2013 betreffende onlinebeslechting van consumentengeschillen en tot wijziging van Verordening (EG) nr. 2006/2004 en Richtlijn 2009/22/EG.

Art. 4. Om te voldoen aan de voorwaarden van bekwaamheid van een gekwalificeerde entiteit, bedoeld in boek XVI van hetzelfde Wetboek:

1° hebben de natuurlijke personen die binnen de entiteit verantwoordelijk zijn voor de buitengerechtelijke regeling van consumentengeschillen een algemene kennis van het toepasselijke recht;

2° beschikken deze natuurlijke personen over de nodige vaardigheden op het vlak van geschillenregeling;

3° scholen deze natuurlijke personen zich geregeld bij in deze domeinen.

Art. 5. Om te voldoen aan de vereiste van vrijheid van de partijen, bedoeld in boek XVI van hetzelfde Wetboek, licht de entiteit de partijen in via een duurzame drager:

1° voor aanvang van een procedure tot buitengerechtelijke geschillenregeling, over:

a) ofwel het recht dat ze eventueel hebben zich in elk stadium van de procedure terug te trekken; wanneer de onderneming krachtens wettelijke bepalingen, gedragscodes of contractuele verbintenissen verplicht is deel te nemen aan de procedure, geldt dit recht alleen ten voordele van de consument;

b) ofwel, het verplichtend karakter van de procedure, van zodra deze is opgestart;

c) desgevallend, het voor hen bindend karakter van de oplossing;

2° vooraleer zij instemmen met de door de entiteit voorgestelde oplossing of beslissen de voorgestelde oplossing te volgen, over:

a) de keuze die ze hebben om de voorgestelde of gevonden oplossing al dan niet te aanvaarden of te volgen;

b) de rechtsgevolgen voor de partijen wanneer zij instemmen met de voorgestelde of gevonden oplossing;

c) de mogelijkheid dat de voorgestelde oplossing verschilt van een rechterlijke beslissing;

d) het feit dat de deelname aan de procedure het instellen van een rechtsoverdring niet belet.

Art. 6. Om te voldoen aan de voorwaarden van billijkheid, bedoeld in boek XVI van hetzelfde Wetboek:

1° bevestigt de entiteit van zodra zij een volledige aanvraag tot buitengerechtelijke regeling van een geschil heeft ontvangen, de datum van ontvangst ervan aan de partijen;

2° waakt de entiteit erover dat partijen over een redelijke termijn beschikken, rekening houdend met de maximale duur van de procedure, om:

a) hun standpunt kenbaar te maken;

b) kennis te nemen van alle documenten, argumenten en feiten die de andere partij naar voren brengt;

c) op de onder b) bedoelde documenten, argumenten en feiten te reageren;

d) se prononcer sur la solution que l'entité propose, lorsque celle-ci n'est pas contraignante ;

3° les parties décident librement de se faire assister ou représenter par un tiers ou non et peuvent solliciter un avis indépendant à tout moment ;

4° l'entité informe les parties, par écrit ou sur un autre support durable, du résultat du règlement extrajudiciaire du litige dans le délai légal prévu.

Art. 7. Le règlement de procédure de l'entité contient en complément aux données visées à l'article XVI.25, § 1^{er}, du même Code, les informations suivantes :

1° le type de litiges qui relèvent de la compétence de l'entité ;

2° le cas échéant, les seuils de recevabilité qui sont d'application pour le traitement du litige ;

3° les langues dans lesquelles les demandes de règlement extrajudiciaire de litiges peuvent être introduites et les langues dans lesquelles la procédure peut être menée ;

4° les règles sur lesquelles l'entité peut se baser lors d'un règlement extrajudiciaire d'un litige, telles que les dispositions légales et codes de conduites ;

5° l'existence ou non de la possibilité pour les parties de se retirer de la procédure ;

6° quels sont les frais qui le cas échéant sont à charge des parties, y compris les règles en matière d'attribution des frais à la fin de la procédure ;

7° le cas échéant, quelles sont les conséquences juridiques de la solution du règlement extrajudiciaire des litiges, y compris les sanctions en cas de non-respect d'une décision contraignante pour les parties ;

8° le cas échéant, le caractère exécutoire de la décision de l'entité ainsi que les modalités d'exécution forcée ;

9° les conséquences juridiques de la demande de règlement extrajudiciaire d'un litige de consommation pour la prescription et les procédures de recouvrement.

Art. 8. § 1^{er}. L'entité qualifiée dresse un rapport annuel qui contient au moins les informations suivantes relatives aux litiges nationaux et transfrontaliers qui lui sont soumis :

1° le nombre de litiges soumis et le type de plaintes auxquelles ils se rapportent ;

2° les problèmes systématiques ou importants qui se posent fréquemment et qui sont à l'origine de litiges entre les consommateurs et les entreprises ; ces informations peuvent être accompagnées de recommandations sur la façon dont de tels problèmes peuvent être évités ou résolus à l'avenir ;

3° le nombre et le pourcentage de litiges que l'entité a refusé de traiter et les motifs de refus invoqués ;

4° le nombre et le pourcentage de procédures de règlement extrajudiciaire des litiges qui ont été interrompues et, si elles sont connues, les raisons de cette interruption ;

5° le délai moyen nécessaire à la résolution des litiges, suivant la nature des plaintes ;

6° pour autant qu'ils soient connus, le nombre et le pourcentage des litiges dont la solution proposée par l'entité a été respectée ;

7° le cas échéant, des informations sur la coopération de l'entité au sein de réseaux d'entités de règlement extrajudiciaire des litiges qui facilitent le règlement des litiges transfrontaliers ;

8° pour autant qu'elle soit connue, la valeur moyenne, minimale et maximale des litiges ;

9° un rapport sur les moyens financiers obtenus et leur utilisation.

§ 2. L'entité met le rapport annuel, qui est disponible sur son site web, à disposition du public sur support durable à la demande et par tout autre voie qu'elle estime appropriée.

Art. 9. § 1^{er}. L'obligation de communication visée à l'article XVI.26 du même Code vaut tout au long de la procédure de règlement extrajudiciaire des litiges. Si l'entité qualifiée est composée d'une seule personne physique, la communication ne se fait qu'à l'attention des parties.

d) te oordelen over de oplossing die de entiteit voorstelt, wanneer deze niet bindend is;

3° beslissen partijen vrij of ze zich al dan niet laten bijstaan of vertegenwoordigen door een derde en kunnen op elk ogenblik onafhankelijk advies inwinnen;

4° stelt de entiteit de partijen schriftelijk of op een andere duurzame gegevensdrager in kennis van de uitkomst van de buitengerechtelijke geschillenregeling binnen de wettelijk voorziene termijn.

Art. 7. Het procedurereglement van de entiteit bevat, in aanvulling op de gegevens bedoeld in artikel XVI.25, § 1, van hetzelfde Wetboek, de volgende inlichtingen:

1° het soort geschillen waarvoor de entiteit bevoegd is;

2° desgevallend, de ontvankelijkheidsdrempels die gelden voor de behandeling van een geschil;

3° de talen waarin vragen tot buitengerechtelijke geschillenregeling kunnen worden ingediend en de talen waarin de procedure kan worden gevoerd;

4° de voorschriften waarop de entiteit zich kan baseren bij de buitengerechtelijke geschillenregeling, zoals wettelijke bepalingen en gedragscodes;

5° het bestaan of niet van de mogelijkheid voor de partijen om zich uit de procedure terug te trekken;

6° welke kosten in voorkomend geval voor rekening van partijen komen, met inbegrip van de regels inzake de toewijzing van de kosten aan het einde van de procedure;

7° desgevallend, welke rechtsgevolgen de uitkomst van de buitengerechtelijke geschillenregeling heeft, met inbegrip van de sancties bij niet-naleving ervan in het geval van een beslissing met bindende werking voor de partijen;

8° desgevallend, de uitvoerbaarheid van de beslissing van de entiteit, evenals de modaliteiten van een gedwongen uitvoering;

9° de wettelijke gevolgen van de aanvraag tot buitengerechtelijke regeling van een consumentengeschil voor de verjaring ervan en voor de invorderingsprocedures.

Art. 8. § 1. De gekwalificeerde entiteit maakt een jaarverslag op dat minstens de volgende informatie bevat met betrekking tot zowel binnenlandse als grensoverschrijdende geschillen die haar zijn voorgelegd:

1° het aantal voorgelegde geschillen en de soorten klachten waarop zij betrekking hebben;

2° systematische of aanzienlijke problemen die veelvuldig voorkomen en die leiden tot geschillen tussen consumenten en ondernemingen; dergelijke informatie kan vergezeld gaan van aanbevelingen over de wijze waarop dergelijke problemen in de toekomst kunnen worden vermeden of opgelost;

3° het aantal en het percentage van de geschillen die de entiteit heeft geweigerd te behandelen en de ingeroepen weigeringsgronden;

4° het aantal en het percentage van de procedures van buitengerechtelijke geschillenregeling die zijn stopgezet en, indien gekend, de redenen van stopzetting;

5° de gemiddelde tijd van de geschillenbeslechting, volgens het soort klachten;

6° voor zover gekend, het aantal en het percentage van de geschillen waarin de oplossing die de entiteit heeft voorgesteld, is nageleefd;

7° desgevallend, inlichtingen over de samenwerking binnen netwerken van buitengerechtelijke geschillenregeling ter vergemakkelijking van de beslechting van grensoverschrijdende geschillen;

8° voor zover gekend, de gemiddelde, laagste en hoogste waarde van de geschillen;

9° een verslag over de ontvangen financiële middelen en hun aanwending.

§ 2. Het jaarverslag dat beschikbaar is via haar website, wordt op verzoek door de entiteit ter beschikking gesteld van het publiek op duurzame drager en op elke andere wijze die zij aangewezen acht.

Art. 9. § 1. De mededelingsverplichting bedoeld in artikel XVI.26 van hetzelfde Wetboek geldt gedurende de volledige procedure van de buitengerechtelijke geschillenregeling. Wanneer de entiteit uit een enkele natuurlijke persoon bestaat, gebeurt de mededeling enkel aan de partijen.

§ 2. Lorsque les circonstances visées à l'article XVI.26 du même Code se présentent, l'entité prévoit que :

1° une autre personne physique est chargée au sein de l'entité du règlement extrajudiciaire du litige ;

2° ou, si cela n'est pas possible, l'entité propose aux parties de soumettre le litige à une autre entité qualifiée pour le traiter ;

3° ou, s'il s'avère impossible de soumettre le litige à une autre entité qualifiée, cette impossibilité est portée à la connaissance des parties qui peuvent s'opposer à la continuation de la procédure par la personne physique qui se trouve dans les circonstances décrites.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2015.

Art. 11. Le ministre qui a l'Economie et les Consommateurs dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 février 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie et des Consommateurs,
K. PEETERS

§ 2. De entiteit voorziet dat, in geval een omstandigheid bedoeld in artikel XVI.26 van hetzelfde Wetboek zich voordoet:

1° een andere natuurlijke persoon binnen de entiteit wordt belast met de buitengerechtelijke regeling van het geschil;

2° of, indien dit onmogelijk is, stelt de entiteit de partijen voor het geschil voor te leggen aan een andere gekwalificeerde entiteit voor behandeling;

3° of, indien het niet mogelijk is om het geschil aan een andere gekwalificeerde entiteit voor te leggen, deze onmogelijkheid ter kennis wordt gebracht van de partijen die de mogelijkheid hebben bezwaar te maken tegen het verder zetten van de procedure door de natuurlijke persoon die zich in de genoemde omstandigheid bevindt.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2015.

Art. 11. De minister bevoegd voor Economie en Consumenten is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 februari 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie en Consumenten,
K. PEETERS

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

[C – 2015/35164]

30 JANUARI 2015. — Besluit van de Vlaamse Regering waarbij de overvloedige regenval die heeft plaatsgevonden op 27, 28 en 29 juli 2014 op het grondgebied van de provincies Limburg, Oost-Vlaanderen, Vlaams-Brabant en West-Vlaanderen en op 3 augustus 2014 op het grondgebied van de provincie Limburg als een algemene ramp wordt beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp wordt afgebakend

De Vlaamse Regering,

Gelet op de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen, inzonderheid op artikel 2, § 1, eerste lid, 1°, gewijzigd bij de wet van 21 mei 2003, en § 2;

Overwegende dat overvloedige regenval heeft plaatsgevonden op 27, 28 en 29 juli 2014 op het grondgebied van de provincies Limburg, Oost-Vlaanderen, Vlaams-Brabant en West-Vlaanderen en op 3 augustus 2014 op het grondgebied van de provincie Limburg;

Gelet op de adviezen van het Koninklijk Meteorologisch Instituut van België van respectievelijk 21 en 26 augustus 2014 betreffende de voormelde natuurverschijnselen;

Overwegende dat de analyse van de radargegevens het mogelijk gemaakt heeft om de regio te bepalen waarin de neerslaghoeveelheden de drempels van 30 l/m² per uur of 60 l/m² per 24 uur hebben bereikt;

Overwegende dat de overvloedige regenval van 27, 28 en 29 juli 2014 en 3 augustus 2014 derhalve een uitzonderlijk karakter heeft;

Gelet op de info verstrekt door de Gouverneurs betreffende de omvang van de schade, veroorzaakt door deze regenval;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 november 2014;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister van Begroting, Financiën en Energie;

Op voorstel van de minister-president van de Vlaamse Regering;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De overvloedige regenval die heeft plaatsgevonden op 27, 28 en 29 juli 2014 op het grondgebied van de provincies Limburg, Oost-Vlaanderen, Vlaams-Brabant en West-Vlaanderen en op 3 augustus 2014 op het grondgebied van de provincie Limburg wordt beschouwd als een algemene ramp die de toepassing rechtvaardigt van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen.

Art. 2. De geografische uitgestrektheid van de ramp op 27, 28 en 29 juli 2014 is beperkt tot de gemeenten waarvan de naam hieronder vermeld wordt:

Provincie Limburg

Bocholt

Hechtel-Eksel

Houthalen-Helchteren

Lummen

Maaseik

Neerpelt

Peer

Tessenderlo

Provincie Oost-Vlaanderen

Aalter

Provincie Vlaams-Brabant

Diest

Glabbeek

Hoegaarden

Kortenberg

Lubbeek

Tielt-Winge

Tienen

Provincie West-Vlaanderen

Ardoois

Brugge

Hooglede

Ieper

Ingelmunster

Izegem

Knokke-Heist

Langemark-Poelkapelle

Ledegem

Lichtervelde

Meulebeke

Moorslede

Pittem

Roeselare

Tielt

Wingene

Zonnebeke

Art. 3. De geografische uitgestrektheid van de ramp op 3 augustus 2014 is beperkt tot de gemeente waarvan de naam hieronder vermeld wordt:

Provincie Limburg

Lanaken

Art. 4. De minister-president van de Vlaamse Regering is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 30 januari 2015.

De minister-president van de Vlaamse Regering,
G. BOURGEOIS

—————
TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2015/35164]

30 JANVIER 2015. — Arrêté du Gouvernement flamand considérant comme une calamité publique les pluies abondantes survenues les 27, 28 et 29 juillet 2014 sur le territoire des provinces de Limbourg, de Flandre orientale, de Brabant flamand et de Flandre occidentale et le 3 août 2014 sur le territoire de la province de Limbourg et délimitant son étendue géographique

Le Gouvernement flamand,

Vu la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, notamment l'article 2, § 1^{er}, alinéa premier, 1^o, modifié par la loi du 21 mai 2003, et § 2 ;

Vu les pluies abondantes survenues les 27, 28 et 29 juillet 2014 sur le territoire des provinces de Limbourg, de Flandre orientale, de Brabant flamand et de Flandre occidentale et le 3 août 2014 sur le territoire de la province de Limbourg ;

Vu les avis de l'Institut Royal Météorologique de Belgique des 21 et 26 août 2014 relatifs aux phénomènes naturels susmentionnés ;

Considérant que l'analyse des données des radars ont permis de délimiter la région pour laquelle les quantités de précipitations ont atteint les seuils de 30 l/m² par heure ou de 60 l/m² par 24 heures ;

Considérant que les pluies abondantes survenues les 27, 28 et 29 juillet 2014 et le 3 août 2014 a dès lors un caractère exceptionnel ;

Vu les informations fournies par les Gouverneurs au sujet des dommages causés par ces pluies ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 13 novembre 2014 ;

Vu l'accord du Ministre flamand du Budget, des Finances et de l'Energie ;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement flamand ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les pluies abondantes survenues les 27, 28 et 29 juillet 2014 sur le territoire des provinces de Limbourg, de Flandre orientale, de Brabant flamand et de Flandre occidentale et le 3 août 2014 sur le territoire de la province de Limbourg, sont considérées comme une calamité publique justifiant l'application de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles.

Art. 2. L'étendue géographique de la calamité survenue les 27, 28 et 29 juillet 2014 est limitée aux communes dont le nom figure ci-après :

Province de Limbourg

Bocholt

Hechtel-Eksel

Houthalen-Helchteren

Lummen

Maaseik

Neerpelt

Peer

Tessenderlo

Province de Flandre orientale

Aalter

Province de Brabant flamand

Diest

Glabbeek

Hoegaarden

Kortenberg

Lubbeek

Tielt-Winge

Tienen

Province de Flandre occidentale

Ardoie

Brugge

Hooglede

Ieper

Ingelmunster

Izegem

Knokke-Heist

Langemark-Poelkapelle

Ledegem

Lichtervelde

Meulebeke

Moorslede

Pittem

Roeselare

Tielt

Wingene

Zonnebeke

Art. 3. L'étendue géographique de la calamité survenue le 3 août 2014 est limitée à la commune dont le nom figure ci-après :

Province de Limbourg

Lanaken

Art. 4. Le Ministre-Président du Gouvernement flamand est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 janvier 2015.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
G. BOURGEOIS

VLAAMSE OVERHEID

Landbouw en Visserij

[C – 2015/35189]

25 FEBRUARI 2009. — Ministerieel besluit betreffende de controle op de bepaling van de samenstelling van melk en de betaling door de kopers van de melk aan de producenten. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 8 april 2009, 2e editie, op bladzijde 26598, werd in de vertaling, in artikel 1, 11°, een fout gepubliceerd.

De woorden "11° prix de base : le prix par litre de lait standard, ..." moeten vervangen worden door "11° prix de base : le prix par 100 litres de lait standard, ..." In de Nederlandse versie van dit besluit werd het wel correct gepubliceerd.

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

Agriculture et Pêche

[C – 2015/35189]

25 FEVRIER 2009. — Arrêté ministériel relatif au contrôle sur la détermination de la composition du lait et au paiement par les acheteurs du lait aux producteurs. — Erratum

A la page 26598 du *Moniteur belge* du 8 avril 2009, 2^e édition, une faute a été publiée dans la traduction française, dans l'article 1^{er}, 11°.

Les mots « 11° prix de base : le prix par litre de lait standard, ... » doivent être remplacés par « 11° prix de base : le prix par 100 litres de lait standard, ... ». La version néerlandaise de cet arrêté a été correctement publiée.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2015/31112]

12 FEVRIER 2015. — Ordonnance modifiant l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Dans le texte français de l'article 2, § 1^{er}, de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, les mots « impôts complémentaires » sont remplacés par les mots « taxes additionnelles ».

Art. 3. L'article 3, 3°, de la même ordonnance est remplacé par ce qui suit :

« 3° représentant : la personne mandatée par le redevable à le représenter, un avocat, ainsi qu'un ayant droit du redevable; ».

Art. 4. L'article 4, § 1^{er}, de la même ordonnance est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. – Il y a des taxes recouvrées par voie de rôle et des taxes perçues au comptant contre remise d'une preuve de paiement. ».

Art. 5. À l'article 4, § 2, de la même ordonnance, les 7° et 8° sont abrogés.

Art. 6. L'article 4, § 3, alinéa 1^{er}, de la même ordonnance est remplacé par ce qui suit :

« § 3. – Les rôles sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition. ».

Art. 7. Dans l'article 4, § 7, de la même ordonnance, les mots « et est immédiatement exigible » sont abrogés.

Art. 8. Dans le texte français de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même ordonnance, le mot « entraîne » est remplacé par les mots « peut entraîner ».

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2015/31112]

12 FEBRUARI 2015. — Ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen

Het Brussels Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. In de Franse tekst van artikel 2, § 1, van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, worden de woorden « impôts complémentaires » vervangen door de woorden « taxes additionnelles ».

Art. 3. Artikel 3, 3°, van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« 3° vertegenwoordiger : de persoon die gemachtigd is door de belastingschuldige om hem te vertegenwoordigen, een advocaat evenals een rechthebbende van de belastingschuldige; ».

Art. 4. Artikel 4, § 1, van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« § 1. – Er zijn kohierbelastingen en er zijn contantbelastingen die betaalbaar zijn tegen afgifte van een betalingsbewijs. ».

Art. 5. In artikel 4, § 2, van dezelfde ordonnantie worden het 7° en het 8° opgeheven.

Art. 6. Artikel 4, § 3, eerste lid, van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« § 3. – De kohieren worden door het College vastgesteld en uitvoerbaar verklaard ten laatste op 30 juni van het dienstjaar dat volgt op het aanslagjaar. ».

Art. 7. In artikel 4, § 7, van dezelfde ordonnantie worden de woorden « , die onmiddellijk opeisbaar is » opgeheven.

Art. 8. In de Franse tekst van artikel 7, § 1, eerste lid, van dezelfde ordonnantie wordt het woord « entraîne » vervangen door de woorden « peut entraîner ».

Art. 9. L'article 12, alinéa 2, de la même ordonnance est remplacé par ce qui suit :

« Elle reste toutefois applicable aux taxes communales perçues au comptant avant le 17 mai 2014 ou qui sont enrôlées et rendues exécutoires avant le 17 mai 2014. ».

Art. 10. L'article 13 de la même ordonnance est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13. La présente ordonnance s'applique aux taxes communales qui sont perçues au comptant à partir du 17 mai 2014 ou qui sont enrôlées et rendues exécutoires à partir du 17 mai 2014. ».

Art. 11. La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 février 2015.

R. VERVOORT

Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique

G. VANHENGEL

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement

D. GOSUIN

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente

P. SMET

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics

Mme C. FREMAULT

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie

—————
Note

Documents du Parlement :

Session ordinaire 2014-2015

A-60/1 Projet d'ordonnance

A-60/2 Rapport

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 9 janvier 2015.

Art. 9. Artikel 12, tweede lid, van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« Voornoemde wet blijft evenwel van toepassing op de gemeentebelastingen die contant worden geïnd vóór 17 mei 2014 of die vóór 17 mei 2014 worden ingekohierd en uitvoerbaar verklaard. ».

Art. 10. Artikel 13 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« Art. 13. Deze ordonnantie is van toepassing op de gemeentebelastingen die contant worden geïnd vanaf 17 mei 2014 of die vanaf 17 mei 2014 worden ingekohierd en uitvoerbaar worden verklaard. ».

Art. 11. Deze ordonnantie treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 12 februari 2015.

R. VERVOORT

Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking

D. GOSUIN

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp

P. SMET

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken

Mevr. C. FREMAULT

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie

—————
Nota

Documenten van het Parlement :

Gewone zitting 2014-2015

A-60/1 Ontwerp van ordonnantie

A-60/2 Verslag

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 9 januari 2015.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2015/31110]

18 DECEMBRE 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant désignation des contrôleurs des engagements et des liquidations au sein de l'ASBL Atrium, Agence Régionale du commerce

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Vu l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, notamment les articles 73, 85 et 89 ;

Vu l'arrêté du 15 juin 2006 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'engagement comptable, à la liquidation et au contrôle des engagements et des liquidations, notamment l'article 9 ;

Vu l'arrêté du 17 octobre 2013 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant désignation de fonctionnaires du Service public régional de Bruxelles en qualité de contrôleur des engagements et des liquidations ;

Considérant que conformément à l'article 85 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, l'ASBL Atrium, Agence Régionale du commerce, est un organisme administratif autonome de seconde catégorie ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2015/31110]

18 DECEMBER 2014. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende aanstelling van controleurs der vastleggingen en der vereffeningen bij de VZW Atrium, gewestelijk Agentschap voor de Handel

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Gelet op de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, inzonderheid op artikelen 73, 85 en 89 ;

Gelet op het besluit van 15 juni 2006 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering inzake de boekhoudkundige vastlegging, de vereffening en de controle op de vastleggingen inzonderheid artikel 9 ;

Gelet op het besluit van 17 oktober 2013 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende aanstelling van ambtenaren van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel in hoedanigheid van controleur van de vastleggingen en de vereffeningen ;

Overwegen dat overeenkomstig artikel 85 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, VZW Atrium, gewestelijk Agentschap voor de Handel, een autonome .bestuursinstelling is van tweede categorie ;

Sur proposition du Ministre des Finances et du budget,
Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont désignés en qualité de contrôleurs des engagements et des liquidations les agents désignés à cette fonction au sein du Service public régional de Bruxelles.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Art. 3. Le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et dont une copie sera adressée à la Cour des Comptes, pour information.

Bruxelles, le 18 décembre 2014.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement,

G. VANHENGEL

Op voordracht van de Minister van Financiën en Begroting,
Na beraadslaging,

Arrête :

Artikel 1. Worden in de hoedanigheid van controleur van de vastleggingen en van de vereffeningen aangesteld de ambtenaren die deze functie vervullen binnen de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel.

Art. 2. Dit besluit treedt op 1 januari 2015 in werking.

Art. 3. De Minister van Begroting wordt belast met de uitvoering van dit besluit, dat zal meegedeeld worden aan de belanghebbenden en waarvan een afschrift tot kennisgeving aan het Rekenhof zal worden toegezonden.

Brussel, 18 december 2014.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Nethheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking

G. VANHENGEL

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C - 2015/15029]

Carrière consulaire. — Admission à la retraite

Par arrêté ministériel du 11 février 2015, démission honorable de ses fonctions est accordée, à la date du 1^{er} décembre 2015, à M. Jean-Paul FEYAERTS, agent de la carrière consulaire.

A partir de cette même date, il est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite et est autorisé à porter le titre honorifique de Chef administratif des Affaires consulaires.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C - 2015/15029]

Consulaire carrière. — Oppensioenstelling

Bij ministerieel besluit van 11 februari 2015 wordt eervol ontslag verleend uit zijn ambt, met ingang van 1 december 2015, aan de heer Jean-Paul FEYAERTS, ambtenaar van de consulaire carrière.

Vanaf deze datum wordt hij gemachtigd aanspraak te maken op een rustpensioen en gemachtigd de eretitel van administratief hoofd van consulaire Zaken te voeren.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2015/00103]

Commissaire divisionnaire de police. — Renouvellement de mandat

Par arrêté royal du 13 février 2015, le mandat de Monsieur SCHIPPERS Pierre à l'emploi de chef de corps de la police locale de la zone de police TIENEN - HOEGAARDEN est renouvelé pour un terme de cinq ans à partir du 11 janvier 2015.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2015/00103]

Hoofdcommissaris van politie. — Hernieuwing van het mandaat

Bij koninklijk besluit d.d. 13 februari 2015 wordt het mandaat van de heer SCHIPPERS Pierre als korpschef van de lokale politie van de politiezone TIENEN - HOEGAARDEN voor vijf jaar hernieuwd met ingang van 11 januari 2015.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2015/00085]

Agrément comme organisme de formation pour le personnel des entreprises de gardiennage et services internes de gardiennage, en application de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière

Par arrêté du 7 octobre 2014 l'agrément pour l'organisation de la formation de 127 heures de cours visant la délivrance de l'attestation de compétence générale agent de gardiennage, délivrée le 8 octobre 2009 à l'Institut Notre-Dame établi rue de Bruxelles 97, à 6220 FLEURUS, est renouvelé pour une période de cinq ans à partir du 8 octobre 2014.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2015/00085]

Erkenning als opleidingsinstelling voor het personeel van de bewakingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten in toepassing van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid

Bij besluit van 7 oktober 2014 wordt de erkenning voor de organisatie van de opleiding van 127 lesuren tot het bekomen van het 'algemeen bekwaamheidsattest bewakingsagent' verleend op 8 oktober 2009 aan Institut Notre-Dame gelegen te 6220 FLEURUS, rue de Bruxelles 97, vernieuwd voor een periode van vijf jaar vanaf 8 oktober 2014.

Par arrêté du 7 octobre 2014 l'agrément pour l'organisation de la formation de 127 heures de cours visant la délivrance de 'l'attestation de compétence générale agent de gardiennage', délivrée le 8 octobre 2009 au Collège Sainte-Véronique et Marie-José établi rue Sualem 15 à 4000 LIEGE, est renouvelé pour une période de cinq ans à partir du 8 octobre 2014.

Par arrêté du 7 octobre 2014 l'agrément pour l'organisation de la formation de 127 heures de cours visant la délivrance de 'l'attestation de compétence générale agent de gardiennage', délivrée le 8 octobre 2009 au Collège Saint-Servais établi chaussée de Waterloo 52 à 5002 NAMUR (Saint-Servais), est renouvelé pour une période de cinq ans à partir du 8 octobre 2014.

Par arrêté du 7 octobre 2014 l'agrément pour l'organisation de la formation de 127 heures de cours visant la délivrance de 'l'attestation de compétence générale agent de gardiennage', délivrée le 8 octobre 2009 au Collège technique des Aumôniers du travail établi Grand'rue 185 à 6000 CHARLEROI, est renouvelé pour une période de cinq ans à partir du 8 octobre 2014.

Par arrêté du 7 octobre 2014 l'agrément pour l'organisation de la formation de 127 heures de cours visant la délivrance de 'l'attestation de compétence générale agent de gardiennage', délivrée le 8 octobre 2009 à l'Ecole polytechnique de Seraing établi rue Collard Trouillet 48, à 4100 SERAING, est renouvelé pour une période de cinq ans à partir du 8 octobre 2014.

Par arrêté du 7 octobre 2014 l'agrément pour l'organisation de la formation de 127 heures de cours visant la délivrance de 'l'attestation de compétence générale agent de gardiennage', délivrée le 8 octobre 2009 à l'Institut Emile Gryson établi Avenue Emile Gryson 1, à 1070 BRUXELLES, est renouvelé pour une période de cinq ans à partir du 8 octobre 2014.

Par arrêté du 7 octobre 2014 l'agrément pour l'organisation de la formation de 127 heures de cours visant la délivrance de 'l'attestation de compétence générale agent de gardiennage', délivrée le 8 octobre 2009 à l'Institut technique de la Communauté Française Renée Joffroy établi chaussée de Valenciennes 48, à 7801 ATH (Irchonwelz), est renouvelé pour une période de cinq ans à partir du 8 octobre 2014.

Par arrêté du 7 octobre 2014 l'agrément pour l'organisation de la formation de 127 heures de cours visant la délivrance de 'l'attestation de compétence générale agent de gardiennage', délivrée le 8 octobre 2009 à l'Institut de l'Enfant Jésus établi rue Général Leman 74, à 1040 BRUXELLES, est renouvelé pour une période de cinq ans à partir du 8 octobre 2014.

Par arrêté du 7 octobre 2014 l'agrément pour l'organisation de la formation visant la délivrance de 'l'attestation de compétence générale agent de gardiennage', délivrée à l'ASBL INSTITUUT SINT-CAROLUS dont le numéro d'entreprise est le 0417.505.915, est renouvelé pour une période de cinq ans à partir du 12 octobre 2014.

Par arrêté du 7 octobre 2014 l'agrément pour l'organisation de la formation visant la délivrance de 'l'attestation de compétence générale agent de gardiennage', délivrée à GO ! TECHNISCH ATHENEUM WOLLEMARKT MECHELEN dont le numéro d'entité d'établissement est le 2.144.816.785, est renouvelé pour une période de cinq ans à partir du 12 octobre 2014.

Bij besluit van 7 oktober 2014 wordt de erkenning voor de organisatie van de opleiding van 127 uren tot het bekomen van het 'algemeen bekwaamheidsattest bewakingsagent' verleend op 8 oktober 2009 aan au Collège Sainte-Véronique et Marie-José gelegen te 4000 LUIK, rue Sualem 15, vernieuwd voor een periode van vijf jaar vanaf 8 oktober 2014.

Bij besluit van 7 oktober 2014 wordt de erkenning voor de organisatie van de opleiding van 127 uren tot het bekomen van het 'algemeen bekwaamheidsattest bewakingsagent' verleend op 8 oktober 2009 aan Collège Saint-Servais gelegen te 5002 NAMEN (Saint-Servais), chaussée de Waterloo 52, vernieuwd voor een periode van vijf jaar vanaf 8 oktober 2014.

Bij besluit van 7 oktober 2014 wordt de erkenning voor de organisatie van de opleiding van 127 uren tot het bekomen van het 'algemeen bekwaamheidsattest bewakingsagent' verleend op 8 oktober 2009 aan Collège technique des Aumôniers du travail gelegen te 6000 CHARLEROI, Grand'rue 185, vernieuwd voor een periode van vijf jaar vanaf 8 oktober 2014.

Bij besluit van 7 oktober 2014 wordt de erkenning voor de organisatie van de opleiding van 127 uren tot het bekomen van het 'algemeen bekwaamheidsattest bewakingsagent' verleend op 8 oktober 2009 aan Ecole polytechnique de Seraing gelegen te 4100 SERAING, Rue Collard Trouillet 48, vernieuwd voor een periode van vijf jaar vanaf 8 oktober 2014.

Bij besluit van 7 oktober 2014 wordt de erkenning voor de organisatie van de opleiding van 127 uren tot het bekomen van het 'algemeen bekwaamheidsattest bewakingsagent' verleend op 8 oktober 2009 aan Institut Emile Gryson gelegen te 1070 BRUSSEL, Emile Grysonlaan 1, vernieuwd voor een periode van vijf jaar vanaf 8 oktober 2014.

Bij besluit van 7 oktober 2014 wordt de erkenning voor de organisatie van de opleiding van 127 uren tot het bekomen van het 'algemeen bekwaamheidsattest bewakingsagent' verleend op 8 oktober 2009 aan l'Institut technique de la Communauté Française Renée Joffroy gelegen te 7801 AAT (Irchonwelz), Chaussée de Valenciennes 48, vernieuwd voor een periode van vijf jaar vanaf 8 oktober 2014.

Bij besluit van 7 oktober 2014 wordt de erkenning voor de organisatie van de opleiding van 127 uren tot het bekomen van het 'algemeen bekwaamheidsattest bewakingsagent' verleend op 8 oktober 2009 aan Institut de l'Enfant Jésus gelegen te 1040 BRUSSEL, Generaal Lemanstraat 74, vernieuwd voor een periode van vijf jaar vanaf 8 oktober 2014.

Bij besluit van 7 oktober 2014 wordt de erkenning voor het organiseren van de opleiding voor de uitreiking van het 'algemeen bekwaamheidsattest bewakingsagent' verleend aan INSTITUUT SINT-CAROLUS VZW, met ondernemingsnummer 0417.505.915, vernieuwd voor een periode van vijf jaar vanaf 12 oktober 2014.

Bij besluit van 7 oktober 2014 wordt de erkenning voor het organiseren van de opleiding voor de uitreiking van het 'algemeen bekwaamheidsattest bewakingsagent' verleend aan het GO ! TECHNISCH ATHENEUM WOLLEMARKT MECHELEN, met vestigingsnummer 2.144.816.785, vernieuwd voor een periode van vijf jaar vanaf 12 oktober 2014.

Par arrêté du 7 octobre 2014 l'agrément pour l'organisation de la formation visant la délivrance de 'l'attestation de compétence générale agent de gardiennage', délivrée à l'ASBL TECHNISCHE SCHOLEN MECHELEN dont le numéro d'entreprise est le 0410.247.642, est renouvelé pour une période de cinq ans à partir du 12 octobre 2014.

Par arrêté du 7 octobre 2014 l'agrément pour l'organisation de la formation visant la délivrance de 'l'attestation de compétence agent de gardiennage – gardiennage mobile', de la S.A. SBD établie Telecomlaan 8 B à 1831 MACHELEN, est renouvelé pour une période de cinq ans à partir du 2 août 2014.

Par arrêté du 23 septembre 2014 l'agrément pour l'organisation de la formation visant la délivrance de 'l'attestation de compétence personnel dirigeant type B', de la S.A. SBD, établie Telecomlaan 8 b à 1831 DIEGEM, est renouvelé pour une période de cinq ans à partir du 5 mars 2014.

Par arrêté du 13 novembre 2014 l'agrément comme organisme de formation pour l'organisation de la formation visant la délivrance de 'l'attestation de compétence générale agent de gardiennage', délivrée à l'INSTITUT SINT-GUIDO dont le numéro d'unité d'établissement est le 2.153.081.581, est renouvelé pour une période de cinq ans à partir du 5 novembre 2014.

Par arrêté du 13 novembre 2014 l'agrément comme organisme de formation pour l'organisation de la formation visant la délivrance de 'l'attestation de compétence générale agent de gardiennage', délivrée à MSKA ATHENEUM ROESELARE dont le numéro d'unité d'établissement est le 2.153.114.443, est renouvelé pour une période de cinq ans à partir du 12 octobre 2014.

Par arrêté du 13 novembre 2014 l'agrément comme organisme de formation pour l'organisation de la formation de 127 heures de cours visant la délivrance de 'l'attestation de compétence générale agent de gardiennage', délivrée à l'Institut de la Providence, établi rue Piconette 1 à 5590 CINEY, est renouvelé pour une période de cinq ans à partir du 8 octobre 2014.

Par arrêté du 21 novembre 2014 l'agrément comme organisme de formation pour l'organisation de la formation de 127 heures de cours visant la délivrance de 'l'attestation de compétence générale agent de gardiennage', délivrée à l'Académie Provinciale des Métiers, établie boulevard Président Kennedy 10 à 7000 MONS, est renouvelé pour une période de cinq ans à partir du 8 octobre 2014.

Bij besluit van 7 oktober 2014 wordt de erkenning voor het organiseren van de opleiding voor de uitreiking van het 'algemeen bekwaamheidsattest bewakingsagent' verleend aan TECHNISCHE SCHOLEN MECHELEN VZW, met ondernemingsnummer 0410.247.642, vernieuwd voor een periode van vijf jaar vanaf 12 oktober 2014.

Bij besluit van 7 oktober 2014 wordt de erkenning voor het organiseren van de opleiding tot het bekomen van het 'bekwaamheidsattest bewakingsagent – mobiele bewaking' van SBD NV gelegen te 1831 MACHELEN, Telecomlaan 8 B, vernieuwd voor een periode van vijf jaar vanaf 2 augustus 2014.

Bij besluit van 23 september 2014 wordt de erkenning voor de organisatie van de opleiding voor het behalen van het 'bekwaamheidsattest leidinggevend personeel type B' van SBD NV gelegen te 1831 DIEGEM, Telecomlaan 8 b, vernieuwd voor een periode van vijf jaar vanaf 5 maart 2014.

Bij besluit van 13 november 2014 wordt de erkenning als opleidingsinstelling voor het organiseren van de opleiding voor de uitreiking van het 'algemeen bekwaamheidsattest bewakingsagent' verleend aan INSTITUUT SINT-GUIDO, met vestigingsnummer 2.153.081.581, vernieuwd voor een periode van vijf jaar vanaf 5 november 2014.

Bij besluit van 13 november 2014 wordt de erkenning als opleidingsinstelling voor het organiseren van de opleiding voor de uitreiking van het 'algemeen bekwaamheidsattest bewakingsagent' verleend aan MSKA ATHENEUM ROESELARE, met vestigingsnummer 2.153.114.443, vernieuwd voor een periode van vijf jaar vanaf 12 oktober 2014.

Bij besluit van 13 november 2014 wordt de erkenning als opleidingsinstelling voor het organiseren van de opleiding van 127 uren tot het bekomen van het 'algemeen bekwaamheidsattest bewakingsagent' verleend aan Institut de la Providence, gevestigd te 5590 CINEY, rue Piconette 1, vernieuwd voor een periode van vijf jaar vanaf 8 oktober 2014.

Bij besluit van 21 november 2014 wordt de erkenning als opleidingsinstelling voor het organiseren van de opleiding van 127 uren tot het bekomen van het 'algemeen bekwaamheidsattest bewakingsagent' verleend aan Académie Provinciale des Métiers, gevestigd te 7000 BERGEN, boulevard Président Kennedy 10, vernieuwd voor een periode van vijf jaar vanaf 8 oktober 2014.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2015/00092]

Agrément comme entreprise de sécurité en application de l'article 4 de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière

Par arrêté du 03/07/2014, monsieur BELLEN JEROEN, exerçant ses activités sous la dénomination commerciale Dst technology, ayant comme numéro d'entreprise 0888531777, est agréé comme entreprise de sécurité sous le n° 20 1847 07 pour une période de cinq ans.

Par arrêté du 07/07/2014, l'entreprise KASSA & CO SPRL, ayant comme numéro d'entreprise 0844834663, est agréé comme entreprise de sécurité sous le n° 20 1848 07 pour une période de cinq ans.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2015/00092]

Erkenning als beveiligingsonderneming in toepassing van artikel 4 van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid

Bij besluit van 03/07/2014, wordt de heer BELLEN JEROEN, die zijn activiteiten uitoefent onder de handelsbenaming Dst technology, met als ondernemingsnummer 0888531777, erkend als beveiligingsonderneming onder het nummer 20 1847 07 voor een periode van vijf jaar.

Bij besluit van 07/07/2014, wordt de onderneming KASSA & CO BVBA, met als ondernemingsnummer 0844834663, erkend als beveiligingsonderneming onder het nummer 20 1848 07 voor een periode van vijf jaar.

Par arrêté du 14/07/2014, l'entreprise ICU-SECURITY SPRL, ayant comme numéro d'entreprise 0537797395, est agréée comme entreprise de sécurité sous le n° 20 1850 07 pour une période de cinq ans.

Par arrêté du 14/07/2014, l'entreprise DATASEC SPRL, ayant comme numéro d'entreprise 0500610763, est agréée comme entreprise de sécurité sous le n° 20 1849 07 pour une période de cinq ans.

Par arrêté du 15.07.2014, Monsieur FREDERICK JEROME, exerçant ses activités sous la dénomination commerciale « Pro Système » et ayant comme numéro d'entreprise 0537845697, est agréée comme entreprise de sécurité sous le numéro 20 1851 07 pour une période de cinq ans.

Par arrêté du 31/07/2014, l'entreprise RYCKEBOER KURT BVBA, ayant comme numéro d'entreprise 0550899028, est agréée comme entreprise de sécurité sous le n° 20 1852 07 pour une période de cinq ans.

Par arrêté du 31/07/2014, l'entreprise MAES ROBIN, exerçant ses activités sous la dénomination commerciale HST ROBIN MAES et ayant comme numéro d'entreprise 0728229181, est agréée comme entreprise de sécurité sous le n° 20 0135 19 pour une période de cinq ans.

Par arrêté du 04/08/2014, l'entreprise PRO SECURITY SPRL, ayant comme numéro d'entreprise 0574608748, est agréée comme entreprise de sécurité sous le numéro 20 1853 08 pour une période de cinq ans.

Par arrêté du 03/09/2014, l'entreprise VAN SAET SECURITY BVBA, ayant comme numéro d'entreprise 0553925824, est agréée comme entreprise de sécurité sous le n° 20 1856 09 pour une période de cinq ans.

Par arrêté du 3/09/2014, l'entreprise PORTARO DAMIEN + ULRICI MICHEL S.A.S.P.J., exerçant ses activités sous la dénomination commerciale SECURETEK et ayant comme numéro d'entreprise 0544373797, est agréée comme entreprise de sécurité sous le numéro 20 1855 08 pour une période de cinq ans.

Par arrêté du 08/08/2014, l'entreprise TSC SECURITY SPRL, ayant comme numéro d'entreprise 0873163910, est agréée comme entreprise de sécurité sous le n° 20 1854 08 pour une période de cinq ans.

Par arrêté du 10/09/2014, l'entreprise JENS SPRL, ayant comme numéro d'entreprise 0447367265, est agréée comme entreprise de sécurité sous le n° 20 0720 41 pour une période de cinq ans.

Par arrêté du 16/09/2014, l'entreprise ELECTRO TAELEMAN SA, ayant comme numéro d'entreprise 0460001516, est agréée comme entreprise de sécurité sous le n° 20 1858 09 pour une période de cinq ans.

Bij besluit van 14/07/2014, wordt de onderneming ICU-SECURITY BVBA, met als ondernemingsnummer 0537797395, erkend als beveiligingsonderneming onder het nummer 20 1850 07 voor een periode van vijf jaar.

Bij besluit van 14/07/2014, wordt de onderneming DATASEC BVBA, met als ondernemingsnummer 0500610763, erkend als beveiligingsonderneming onder het nummer 20 1849 07 voor een periode van vijf jaar.

Bij besluit van 15.07.2014, wordt de heer FREDERICK JEROME, die zijn activiteiten uitoefent onder de handelsbenaming « Pro Système » en met als ondernemingsnummer 0537845697, erkend als beveiligingsonderneming onder het nummer 20 1851 07 voor een periode van vijf jaar.

Bij besluit van 31/07/2014, wordt de onderneming RYCKEBOER KURT BVBA, met als ondernemingsnummer 0550899028, erkend als beveiligingsonderneming onder het nummer 20 1852 07 voor een periode van vijf jaar.

Bij besluit van 31/07/2014, wordt de onderneming MAES ROBIN, die zijn activiteiten uitoefent onder de handelsbenaming HST ROBIN MAES, met als ondernemingsnummer 0728229181, erkend als beveiligingsonderneming onder het nummer 20 0135 19 voor een periode van vijf jaar.

Bij besluit van 04/08/2014, wordt de onderneming PRO SECURITY BVBA, als ondernemingsnummer 0574608748, erkend als beveiligingsonderneming onder het nummer 20 1853 08 voor een periode van vijf jaar.

Bij besluit van 03/09/2014, wordt de onderneming VAN SAET SECURITY BVBA, met als ondernemingsnummer 0553925824, erkend als beveiligingsonderneming onder het nummer 20 1856 09 voor een periode van vijf jaar.

Bij besluit van 3/09/2014, wordt de onderneming PORTARO DAMIEN + ULRICI MICHEL V.V.Z.R.L., die zijn activiteiten uitoefent onder de handelsbenaming : SECURETEK, met als ondernemingsnummer 0544373797, erkend als beveiligingsonderneming onder het nummer 20 1855 08 voor een periode van vijf jaar.

Bij besluit van 08/08/2014, wordt de onderneming TSC SECURITY BVBA, met als ondernemingsnummer 0873163910, erkend als beveiligingsonderneming onder het nummer 20 1854 08 voor een periode van vijf jaar.

Bij besluit van 10/09/2014, wordt de onderneming JENS BVBA, met als ondernemingsnummer 0447367265, erkend als beveiligingsonderneming onder het nummer 20 0720 41 voor een periode van vijf jaar.

Bij besluit van 16/09/2014, wordt de onderneming ELECTRO TAELEMAN NV, met als ondernemingsnummer 0460001516, erkend als beveiligingsonderneming onder het nummer 20 1858 09 voor een periode van vijf jaar.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2015/00090]

Agrément comme entreprise de sécurité en application de l'article 4 de la loi du 10 avril 1990. — Renouvellement

Par arrêté du 02.07.2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le n° 20 1089 85 à l'entreprise ETABLISSEMENTS LOUYS SPRL, ayant comme numéro d'entreprise 0435837628, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 29.11.2014.

Par arrêté du 03/07/2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le n° 20 1043 80 à l'entreprise ELECTRICITEITSWERKEN PACKLE LUDO SPRL, ayant comme numéro d'entreprise 0447216718, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 07/07/2014.

Par arrêté du 03/07/2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le n° 20 1575 09 à l'entreprise JOHAN VANHAELEN SPRL, ayant comme numéro d'entreprise 0812335507, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 11/09/2014.

Par arrêté du 07/07/2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le n° 20 1557 06 à l'entreprise SAFE & CO SPRL, ayant comme numéro d'entreprise 0429892122, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 23/06/2014.

Par arrêté du 07/07/2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le n° 20 1578 09 à monsieur DEVALCKENAERE KRISTOF, ayant comme numéro d'entreprise 0898696783, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 18/09/2014.

Par arrêté du 14/07/2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le n° 20 0299 23 à monsieur PENEN VINCENT, exerçant ses activités sous la dénomination commerciale ELECTRONIC ALARM GROUP et ayant comme numéro d'entreprise 0646246761, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 04/05/2014.

Par arrêté du 14/07/2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le n° 20 1564 07 à monsieur MARECO EDDY, exerçant ses activités sous la dénomination commerciale SECURYP et ayant comme numéro d'entreprise 0810089461, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 12/08/2014.

Par arrêté du 15.07.2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le n° 20 1066 83 à l'entreprise ETS STEFENATTO S.C.R.L., ayant comme numéro d'entreprise 0430045936, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 26.11.2014.

Par arrêté du 15.07.2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le n° 20 1587 11 à l'entreprise TES EUROPE BELGIQUE SCS, ayant comme numéro d'entreprise 0819255268, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 4.01.2014 .

Par arrêté du 17.07.2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le n° 20 1580 10 à Monsieur RODBERG MICHAEL, exerçant ses activités sous la dénomination commerciale RSE et ayant comme numéro d'entreprise 0651522868, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 09.10.2014.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2015/00090]

Erkenning als beveiligingsonderneming in toepassing van artikel 4 van de wet van 10 april 1990. — Vernieuwing

Bij besluit van 02.07.2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 1089 85 aan de onderneming ETABLISSEMENTS LOUYS BVBA, als ondernemingsnummer 0435837628, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 29.11.2014.

Bij besluit van 03/07/2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 1043 80 aan de onderneming ELECTRICITEITSWERKEN PACKLE LUDO BVBA, met als ondernemingsnummer 0447216718, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 07/07/2014.

Bij besluit van 03/07/2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 1575 09 aan de onderneming JOHAN VANHAELEN BVBA, met als ondernemingsnummer 0812335507, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 11/09/2014.

Bij besluit van 07/07/2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 1557 06 aan de onderneming SAFE & CO BVBA, met als ondernemingsnummer 0429892122, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 23/06/2014.

Bij besluit van 07/07/2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 1578 09 aan de heer DEVALCKENAERE KRISTOF, met als ondernemingsnummer 0898696783, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 18/09/2014.

Bij besluit van 14/07/2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 0299 23 aan de heer PENEN VINCENT, die zijn activiteiten uitoefent onder de handelsbenaming ELECTRONIC ALARM GROUP, met als ondernemingsnummer 0646246761, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 04/05/2014.

Bij besluit van 14/07/2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 1564 07 aan de heer MARECO EDDY, die zijn activiteiten uitoefent onder de handelsbenaming SECURYP, met als ondernemingsnummer 0810089461, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 12/08/2014.

Bij besluit van 15.07.2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 1066 83 aan de onderneming ETS STEFENATTO C.V.B.A., als ondernemingsnummer 0430045936, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 26.11.2014.

Bij besluit van 15.07.2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 1587 11 aan de onderneming TES EUROPE BELGIQUE GCV, als ondernemingsnummer 0819255268, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 4.01.2014 .

Bij besluit van 17.07.2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 1580 10 aan de heer RODBERG MICHAEL, die zijn activiteiten uitoefent onder de handelsbenaming RSE, met als ondernemingsnummer 0651522868, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 09.10.2014.

Par arrêté du 30/07/2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le numéro 20 1571 08 à l'entreprise ADC SECURITE SPRL, exerçant ses activités sous la dénomination commerciale ALARME RUTTEN et ayant comme numéro d'entreprise 0809041960, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 26/08/2014.

Par arrêté du 30/07/2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le numéro 20 1069 83 à l'entreprise ALARME CONTROLE S.P.R.L., ayant comme numéro d'entreprise 0444361651, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 29/11/2014.

Par arrêté du 28/07/2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le n° 20 1049 81 à l'entreprise GENERAL ALARM SPRL, ayant comme numéro d'entreprise 0465320480, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 02/08/20014.

Par arrêté du 28/07/2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le n° 20 1556 06 à l'entreprise OPTIMAL PRECAUTION SYSTEMS GROUP SPRL, ayant comme numéro d'entreprise 0886291572, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 23/06/2014.

Par arrêté du 31/07/2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le n° 20 0609 36 à l'entreprise CERATEC ELECTROTECHNICS SA, ayant comme numéro d'entreprise 0441821538, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 7/07/2014.

Par arrêté du 31/07/2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le n° 20 1061 82 à monsieur DEGANCK DIETER et ayant comme numéro d'entreprise 0791096861, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 30/09/2014.

Par arrêté du 04/08/2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le numéro 20 1103 87 à l'entreprise A.B ELECTRONICS S.P.R.L.U, ayant comme numéro d'entreprise 0464369187, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 04/02/2015.

Par arrêté du 04/08/2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le numéro 20 1039 79 à l'entreprise SECURITY SYSTEMS ORGANISATION S.A., ayant comme numéro d'entreprise 0419204702, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 22/06/2014.

Par arrêté du 03/09/2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le numéro 20 1092 86 à l'entreprise A.S.A. M. PELSSER SPRL, ayant comme numéro d'entreprise 0463547360, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 4/01/2015.

Par arrêté du 03/09/2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le numéro 20 1573 09 à l'entreprise MGLELEC SCRL, ayant comme numéro d'entreprise 0437364684, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 10/09/2014 .

Par arrêté du 03/09/2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le numéro 20 0320 24 à l'entreprise ELECTRICITE GENERALE ET INDUSTRIELLE RICHARD HEUTZ S.P.R.L., ayant comme numéro d'entreprise 0426529388, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 13/05/2014 .

Bij besluit van 30/07/2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 1571 08 aan de onderneming ADC SECURITE BVBA, die zijn activiteiten uitoefent onder de handelsbenaming ALARME RUTTEN met als ondernemingsnummer 0809041960, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 26/08/2014.

Bij besluit van 30/07/2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 1069 83 aan de onderneming ALARME CONTROLE B.V.B.A., als ondernemingsnummer 0444361651, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 29/11/2014.

Bij besluit van 28/07/2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 1049 81 aan de onderneming GENERAL ALARM BVBA, met als ondernemingsnummer 0465320480, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 02/08/20014.

Bij besluit van 28/07/2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 1556 06 aan de onderneming OPTIMAL PRECAUTION SYSTEMS GROUP BVBA, met als ondernemingsnummer 0886291572, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 23/06/2014.

Bij besluit van 31/07/2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 0609 36 aan de onderneming CERATEC ELECTROTECHNICS NV, met als ondernemingsnummer 0441821538, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 7/07/2014.

Bij besluit van 31/07/2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 1061 82 aan de heer DEGANCK DIETER, met als ondernemingsnummer 0791096861, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 30/09/2014.

Bij besluit van 04/08/2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 1103 87 aan de onderneming A.B ELECTRONICS E.B.V.B.A, als ondernemingsnummer 0464369187, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 04/02/2015.

Bij besluit van 04/08/2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 1039 79 aan de onderneming SECURITY SYSTEMS ORGANISATION N.V., als ondernemingsnummer 0419204702, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 22/06/2014.

Bij besluit van 03/09/2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 1092 86 aan de onderneming A.S.A.M. PELSSER BVBA, als ondernemingsnummer 0463547360, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 4/01/2015.

Bij besluit van 03/09/2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 1573 09 aan de onderneming MGLELEC CVBA, als ondernemingsnummer 0437364684, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 10/09/2014 .

Bij besluit van 03/09/2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 0320 24 aan de onderneming ELECTRICITE GENERALE ET INDUSTRIELLE RICHARD HEUTZ B.V.B.A., als ondernemingsnummer 0426529388, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 13/05/2014 .

Par arrêté du 03/09/2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le numéro 20 1603 03 à l'entreprise RGS SECURITY SPRL, ayant comme numéro d'entreprise 0822122510, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 25/03/2015 .

Par arrêté du 08/08/2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le n° 20 1544 05 à l'entreprise ARGINA TECHNICS SA, ayant comme numéro d'entreprise 0867414778, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 13/05/2014.

Par arrêté du 10/09/2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le n° 20 0710 40 à l'entreprise ELECTRO DELAERE SA, ayant comme numéro d'entreprise 0415636090, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 18/10/2014.

Par arrêté du 10/09/2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le n° 20 1569 08 à l'entreprise FP AUTOMATION SPRL, ayant comme numéro d'entreprise 0860309529, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 24/08/2014.

Par arrêté du 10/09/2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le n° 20 0709 40 à monsieur REMANS LUDO, et ayant comme numéro d'entreprise 0638562975, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 18/10/2014.

Par arrêté du 10/09/2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le n° 20 1100 87 à l'entreprise ALARM WOUTERS SPRL, ayant comme numéro d'entreprise 0445652345, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 31/01/2015.

Par arrêté du 10/09/2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le n° 20 1088 85 à l'entreprise BUYSE BEVEILIGING BVBA, ayant comme numéro d'entreprise 0466446274, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 02/12/2014.

Par arrêté du 10/09/2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le n° 20 0708 40 à monsieur VAN LOOVEREN BART, exerçant ses activités sous la dénomination commerciale V.L.B. ALARM SERVICE et ayant comme numéro d'entreprise 0686367644, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 18/10/2014.

Par arrêté du 18/09/2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le n° 20 1574 09 à l'entreprise SPIE BELGIUM SA, ayant comme numéro d'entreprise 0434499028, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 21/09/2014.

Par arrêté du 10/09/2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le numéro 20 1568 08 à l'entreprise MAKE IT EASY S.A., ayant comme numéro d'entreprise 0472042481, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 11/08/2014.

Par arrêté du 17/09/2014, l'agrément comme entreprise de sécurité conféré sous le numéro 20 1057 82 à l'entreprise APPLIANCE SECURITECH S.P.R.L., exerçant ses activités sous la dénomination commerciale A. SECURITECH SPRL et ayant comme numéro d'entreprise 0433758561, est renouvelé pour une période de dix ans à partir du 14/09/2014.

Bij besluit van 03/09/2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 1603 03 aan de onderneming RGS SECURITY BVBA, als ondernemingsnummer 0822122510, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 25/03/2015 .

Bij besluit van 08/08/2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 1544 05 aan de onderneming ARGINA TECHNICS NV, met als ondernemingsnummer 0867414778, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 13/05/2014.

Bij besluit van 10/09/2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 0710 40 aan de onderneming ELECTRO DELAERE NV, met als ondernemingsnummer 0415636090, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 18/10/2014.

Bij besluit van 10/09/2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 1569 08 aan de onderneming FP AUTOMATION BVBA, met als ondernemingsnummer 0860309529, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 24/08/2014.

Bij besluit van 10/09/2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 0709 40 aan de heer REMANS LUDO, met als ondernemingsnummer 0638562975, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 18/10/2014.

Bij besluit van 10/09/2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 1100 87 aan de onderneming ALARM WOUTERS BVBA, met als ondernemingsnummer 0445652345, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 31/01/2015.

Bij besluit van 10/09/2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 1088 85 aan de onderneming BUYSE BEVEILIGING BVBA, met als ondernemingsnummer 0466446274, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 02/12/2014.

Bij besluit van 10/09/2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 0708 40 aan de heer VAN LOOVEREN BART, die zijn activiteiten uitoefent onder de handelsbenaming V.L.B. ALARM SERVICE, met als ondernemingsnummer 0686367644, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 18/10/2014.

Bij besluit van 18/09/2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 1574 09 aan de onderneming SPIE BELGIUM NV, met als ondernemingsnummer 0434499028, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 21/09/2014.

Bij besluit van 10/09/2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 1568 08 aan de onderneming MAKE IT EASY N.V., als ondernemingsnummer 0472042481, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 11/08/2014 .

Bij besluit van 17/09/2014, wordt de erkenning als beveiligingsonderneming verleend onder het nummer 20 1057 82 aan de onderneming APPLIANCE SECURITECH B.V.B.A., die zijn activiteiten uitoefent onder de handelsbenaming A. SECURITECH BVBA met als ondernemingsnummer 0433758561, vernieuwd voor een periode van tien jaar op datum van 14/09/2014.